



Assemblée générale

Distr. générale
29 juin 2021
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Quarante-septième session
21 juin-9 juillet 2021
Point 6 de l'ordre du jour
Examen périodique universel

Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel*

Sainte-Lucie

Additif

**Observations sur les conclusions et/ou recommandations,
engagements et réponses de l'État examiné**

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



<i>Recommandation</i>	<i>Réponse</i>	<i>Observations</i>
104.1	Acceptée	
104.2	Partiellement acceptée	Le Gouvernement de Sainte-Lucie prend note de la partie de la recommandation concernant la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
104.3	Acceptée	
104.4	Acceptée	
104.5	Acceptée	
104.6	Acceptée	
104.7	Acceptée	
104.8	Acceptée	
104.9	Acceptée	
104.10	Partiellement acceptée	Le Gouvernement de Sainte-Lucie prend note de la partie de la recommandation concernant la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
104.11	Acceptée	
104.12	Acceptée	
104.13	Partiellement acceptée	Le Gouvernement de Sainte-Lucie prend note de la partie de la recommandation concernant la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
104.14	Acceptée	
104.15	Acceptée	
104.16	Acceptée	
104.17	Acceptée	
104.18	Acceptée	
104.19	Acceptée	
104.20	Acceptée	
104.21	Acceptée	
104.22	Acceptée	
104.23	Acceptée	
104.24	Acceptée	
104.25	Acceptée	
104.26	Acceptée	
104.27	Acceptée	
104.28	Acceptée	
104.29	Acceptée	

104.30	Acceptée	
104.31	Acceptée	
104.32	Acceptée	
104.33	Acceptée	
104.34	Acceptée	
104.35	Acceptée	
104.36	Acceptée	
104.37	Notée	Le Gouvernement de Sainte-Lucie est conscient que la création d'une institution nationale des droits de l'homme constitue le mécanisme idéal pour parvenir à une approche plus coordonnée et plus systématique des activités de surveillance et d'établissement de rapports sur les droits de l'homme. Il est aussi conscient de ses limites pour ce qui est de mettre en place un tel mécanisme à l'heure actuelle. Faute d'une institution nationale des droits de l'homme, il a mis en place un mécanisme national chargé de l'établissement des rapports et du suivi, sous la forme du Comité national de coordination pour les droits de l'homme, créé en 2019.
104.38	Notée	
104.39	Notée	
104.40	Notée	
104.41	Notée	
104.42	Notée	
104.43	Notée	
104.44	Notée	
104.45	Acceptée	
104.46	Acceptée	
104.47	Acceptée	
104.48	Acceptée	
104.49	Acceptée	
104.50	Acceptée	
104.51	Acceptée	
104.52	Notée	Le Gouvernement de Sainte-Lucie poursuit son dialogue avec la communauté LGBTQI. Il continuera également de promouvoir une culture de non-violence et de non-discrimination à l'égard de tous les citoyens, y compris ceux de la communauté LGBTQI.
104.53	Notée	
104.54	Notée	
104.55	Notée	
104.56	Notée	
104.57	Notée	
104.58	Notée	Le Gouvernement de Sainte-Lucie poursuit son dialogue avec la communauté LGBTQI. Il continuera également de promouvoir une culture de non-violence et de non-discrimination à l'égard de tous les citoyens, y compris ceux de la communauté LGBTQI.
104.59	Notée	
104.60	Notée	
104.61	Notée	
104.62	Notée	
104.63	Notée	
104.64	Notée	

104.65	Notée	
104.66	Notée	
104.67	Notée	
104.68	Notée	
104.69	Notée	
104.70	Notée	
104.71	Acceptée	
104.72	Acceptée	
104.73	Acceptée	
104.74	Acceptée	
104.75	Acceptée	
104.76	Acceptée	
104.77	Notée	<p>Tout en prenant note de ces recommandations, le Gouvernement de Sainte-Lucie fait part de sa volonté de mener des consultations publiques sur la question de la peine de mort, ce qui s'inscrit dans la continuité du processus engagé en matière de consultation publique et de dialogue sur la criminalité, qu'illustrent la tenue du Symposium de 2017 sur la criminalité ainsi que le dialogue sur la criminalité et la sécurité qui se tient actuellement avec la diaspora de Sainte-Lucie.</p>
104.78	Notée	
104.79	Notée	
104.80	Notée	
104.81	Notée	
104.82	Notée	
104.83	Notée	
104.84	Notée	
104.85	Notée	
104.86	Notée	
104.87	Notée	<p>Tout en prenant note de ces recommandations, le Gouvernement de Sainte-Lucie fait part de sa volonté de mener des consultations publiques sur la question de la peine de mort, ce qui s'inscrit dans la continuité du processus engagé en matière de consultation publique et de dialogue sur la criminalité, qu'illustrent la tenue du Symposium de 2017 sur la criminalité ainsi que le dialogue sur la criminalité et la sécurité qui se tient actuellement avec la diaspora de Sainte-Lucie.</p>
104.88	Notée	
104.89	Notée	
104.90	Notée	
104.91	Notée	
104.92	Notée	
104.93	Notée	
104.94	Notée	
104.95	Acceptée	
104.96	Acceptée	
104.97	Acceptée	
104.98	Acceptée	
104.99	Acceptée	

104.100	Acceptée
104.101	Acceptée
104.102	Acceptée
104.103	Acceptée
104.104	Acceptée
104.105	Acceptée
104.106	Acceptée
104.107	Acceptée
104.108	Acceptée
104.109	Acceptée
104.110	Acceptée
104.111	Acceptée
104.112	Acceptée
104.113	Acceptée
104.114	Acceptée
104.115	Acceptée
104.116	Acceptée
104.117	Acceptée
104.118	Acceptée
104.119	Acceptée
104.120	Notée
104.121	Acceptée
104.122	Acceptée
104.123	Acceptée
104.124	Acceptée
104.125	Acceptée
104.126	Notée
104.127	Notée
104.128	Acceptée
104.129	Acceptée
104.130	Notée
104.131	Acceptée
104.132	Acceptée
104.133	Acceptée
104.134	Acceptée

104.135	Acceptée
104.136	Acceptée
104.137	Acceptée
104.138	Acceptée
104.139	Acceptée
104.140	Acceptée
104.141	Acceptée
104.142	Acceptée
104.143	Acceptée
104.144	Acceptée
104.145	Acceptée
104.146	Acceptée
104.147	Acceptée
104.148	Acceptée
104.149	Acceptée
104.150	Acceptée
104.151	Acceptée
104.152	Acceptée
104.153	Acceptée
104.154	Acceptée
104.155	Acceptée
104.156	Acceptée
104.157	Acceptée
104.158	Acceptée
104.159	Acceptée
104.160	Acceptée
104.161	Acceptée
104.162	Acceptée
104.163	Acceptée
104.164	Acceptée
104.165	Acceptée
